

VENEZUELA

Le programme social de la République bolivarienne

FRENTE CONTINENTAL DE MUJERES 1

Allant à l'encontre des tendances prédominantes actuelles, la Constitution bolivarienne de 1999 consacre les droits des citoyens à la santé et aux soins médicaux, ainsi que d'autres droits sociaux, tout en rehaussant la responsabilité de l'Etat. Dans le contexte du développement social, la nouvelle République favorise la hausse du niveau de vie à travers une action commune et solidaire et encourage les populations à avoir un sentiment d'intégration et d'appartenance à une même communauté, à travers la participation politique, économique et sociale.

Le Venezuela a connu des troubles sociaux en février 1989, en réaction à un programme d'ajustement économique. Les mesures répressives prises pour traité de ce que l'on a appelé le «Caracazo » se sont soldées par la mort de centaines de citoyens, mais en 1993, le président de la République fut constitutionnellement déposé. Pendant ce temps, la même année, le chaos financier démarrait avec la chute de la Banco Latino. La crise économique s'aggrava à compter de 1994 et en août 1995, 18 des 41 banques privées avaient fait l'objet d'interventions et 70% des dépôts étaient gérés par l'Etat. Les banques vénézuéliennes s'étaient de plus en plus engagées avec des banques étrangères et dès la fin de 1998, les banques étrangères figuraient au nombre des principaux actionnaires des banques vénézuéliennes. Durant son second mandat (1995-1998), le président Rafael Caldera suspendit les garanties constitutionnelles sur les biens immobiliers, la propriété privée et le commerce et imposa des restrictions sur les voyages à l'étranger, le droit de tenir des réunions et l'immunité contre les arrestations arbitraires. Lorsque le Congrès leva les restrictions, le pouvoir exécutif les institua de nouveau pour empêcher la fuite de capitaux et la spéculation.

En 1997, le pouvoir exécutif encouragea l'adoption d'un projet de réforme qui comprenait la privatisation des secteurs industriels clés, mais en raison des pressions et des désaccords politiques, le pouvoir législatif bloqua son adoption. Dans le même temps, tout au long des années 90, diverses forces sociales se réunissaient autour d'un nouveau projet pour le pays, dans la quête d'une démocratie participative et ouverte à tous ; le Venezuela entra dans un processus qualitativement différent en décembre 1998, avec le triomphe électoral du commandant Hugo Chávez Frias.

La République bolivarienne du Venezuela

Ce nouveau gouvernement a instauré la République bolivarienne, sur les bases d'une « société juste et pacifiste », de « la loi et la justice ». Ceci fut consacré par une loi un an plus tard (1999), avec l'adoption, par le peuple, de la Constitution bolivarienne par référendum. Son objectif ultime est de *refonder la République afin d'instaurer une société démocratique, participative et agissante, multiethnique et*

¹ Les auteurs remercient le Centre de documentation et le Service de l'évaluation de l'impact social de la Banque de développement des femmes, du Venezuela, pour leur coopération.

pluri-culturelle, dans un Etat de droit fédéral et décentralisé, en consolidant les valeurs de la liberté, de l'indépendance, de la paix, de la solidarité, du bien commun, de l'intégrité territoriale, de l'harmonie sociale et de la primauté du droit pour les générations présentes et futures ; en garantissant le droit à la vie, au travail, à la culture et à l'éducation, à la justice sociale et à l'égalité, sans discrimination ou assujettissement quelconque ; en encourageant la coopération pacifique entre les nations et en consolidant l'intégration latino-américaine, en conformité avec le principe de non-intervention et d'autodétermination des peuples, la garantie universelle et indivisible des droits humains, la démocratisation de la société internationale, le désarmement nucléaire, l'équilibre écologique et les biens environnementaux légaux comme héritage commun de l'humanité auquel on ne peut renoncer. »

Dans cette révolution, le marché continue de jouer un rôle important, mais avec la présence d'un Etat fort qui le réglemente et d'une communauté organisée qui assure le contrôle social. Les populations ne délèguent pas leur souveraineté, mais sont organisées pour l'exercer pleinement «dans une démocratie participative et agissante ».

Le nouveau gouvernement porte une attention centrale à la lutte contre la pauvreté. Selon des études menées par le Centre des études sur la croissance et le développement de la population vénézuélienne, la pauvreté était concentrée dans les couches IV et V, représentant respectivement 39,3% et 40,7% de la population ; en outre, la classe moyenne était en train de subir un processus de paupérisation, à 11,9% en 2001. Selon le rapport de l'UNICEF,² les 20% des ménages, tranche supérieure, recevaient 52% du revenu total, alors que les 40%, tranche inférieure, ne recevaient que 13% du total, durant les années 1990-1997.

On s'est également attaqué au chômage. Selon l'Institut national de la statistique, le taux de chômage déclaré a baissé de manière significative, passant de 15,3% en 1999 à 12,8% en 2001. Le taux d'inflation a baissé de 29,9% en 1998 à 12,3% en 2001, soit une réduction considérable par rapport aux niveaux de 1996, où il était de 106%, le plus élevé de la région.³

La pauvreté et le chômage continuent d'accabler la société vénézuélienne et le gouvernement les garde à l'esprit en concevant les politiques économiques. Toutefois, l'absence de volonté d'investir dont a fait preuve une grande partie du secteur privé, la fuite des capitaux, la faible productivité qui persiste et la crise fiscale de 2002 (liée à la baisse des prix du pétrole durant le premier semestre) ont toutes eu un impact négatif sur les déboursements financiers du gouvernement, sur l'emploi et sur l'inflation.

Dépenses sociales

Le gouvernement a affecté des sommes considérables aux dépenses sociales, qui sont passées de 34,7% en 1998 à 38,5% en 1999 et sont restées à ce niveau jusqu'en 2001 où elles ont enregistré une légère baisse. Il y a eu des hausses progressives soutenues des dépenses publiques sociales en tant que pourcentage du PIB, allant de 7,8% en 1998 à 9% en 1999, 10,7% en 2000 et 11,8% en 2001, comme le montre le Système intégré des indicateurs sociaux pour le Venezuela en 2002.⁴

² UNICEF, Situation des enfants dans le monde, 2001.

³ Banque centrale du Venezuela, Report by the Historical-Statistical Information Service, Caracas, 2002.

⁴ Ministère de la planification et du développement, Caracas.

La mise en place de la République bolivarienne s'exprime à travers diverses mesures concrètes, telles que :

- ? L'élimination de tout frais d'inscription dans les écoles publiques. Le développement d'un programme d'écoles publiques boliviennes totalement gratuites, avec des goûters dans la matinée et l'après-midi, le déjeuner, les sports, les devoirs sous surveillance, des programmes de développement culturel, une amélioration substantielle des infrastructures et une attention spéciale à la qualité de l'enseignement. Entre 2000 et décembre 2003, 3.000 écoles similaires auront été créées avec un impact positif sur l'inscription, la poursuite de la scolarisation et une meilleure alimentation pour les enfants.
 - ? Le développement, à compter de 2002, du Programme préscolaire public visant à garantir l'accès de tous les enfants, quelle que soit leur situation économique. Selon le Rapport 2001 du Ministère de l'éducation, de la culture et des sports, la croissance annuelle du taux d'inscription préscolaire est passée de 2,8% durant l'année scolaire 1998-1999 à 8,5% en 1999-2000, touchant 800.885 enfants, alors que pour la période 2000-2001, 835.074 étaient concernés, soit un taux de croissance de 4,3%.
 - ? La mise en œuvre d'un programme public de construction de logements décentes, visant les communautés pauvres, intégrant de plus en plus la communauté organisée dans la conception, l'exécution, l'évaluation et le suivi.
 - ? Le programme d'aqueducs ruraux et de services techniques des eaux (eau potable et assainissement) dans les communautés urbaines et rurales pauvres, selon la même méthode participative mentionnée ci-dessus. Selon le Rapport sur le développement humain au Venezuela 2000, préparé par le Bureau central de l'information statistique et par le Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD), 91% de la population a accès à ces services. Les communautés qui constatent des insuffisances dans ce service s'organisent pour résoudre le problème, selon le principe du partage des responsabilités entre l'État et la société.
 - ? La mise en œuvre de la Loi relative au développement foncier et agraire qui vise à améliorer la souveraineté alimentaire, à démocratiser le droit à une terre productive pour les travailleurs et les travailleurs agricoles et à fournir un appui technique et financier. Dans les articles de cette loi, la priorité est donnée aux femmes chefs de ménage.
 - ? La mise en œuvre de la Loi relative aux pêcheries, qui cherche, entre autres, à protéger les pêcheurs artisanaux de l'action prédatrice des grandes compagnies de pêche au chalut qui non seulement portent atteinte à l'activité économique des pêcheurs artisanaux, mais aussi affectent les fonds marins.
 - ? La mise en œuvre du Décret-Loi qui dénonce le droit constitutionnel de nos populations autochtones à leurs langues, le respect de toutes les ethnies et de
-

toutes les cultures, et le droit de toute personne à une vie décente reposant sur le travail , l'éducation, la justice et l'équité.

- ? Le développement d'un système public de micro-finance reposant sur la solidarité, la discipline dans le travail, l'échange de connaissances et la co-responsabilité Etat-société. Ce système a mené à la mise en place d'une Banque de développement pour les femmes, de la Banque du peuple souverain et du Fonds pour la promotion et le développement de la micro-finance. Ces institutions de micro-finance ont été mises en place pour lutter contre la pauvreté et réaliser les objectifs qui avaient été convenus lors de la Réunion du Sommet du Millénaire.

La nature de la République bolivarienne du Venezuela est également manifeste dans le « Plan stratégique pour la santé et le développement social 2000-2006 », qui a servi de guide à l'action gouvernementale dans ce domaine, en dépit des obstacles qui doivent être surmontés pour la mise en œuvre des changements majeurs qui nuisent aux intérêts de groupes puissants. Dans son introduction, le Plan spécifie : « *Dans le cadre de la nouvelle République bolivarienne du Venezuela, la Constitution établit en tant que droits des citoyens, le droit à la santé et aux soins médicaux, de même qu'une série de droits sociaux. A cet égard, les interventions (du ministère de la santé et du développement social) doivent viser à satisfaire ces droits dans l'égalité des opportunités et dans l'équité... le nouvelle politique sociale et sanitaire dans le contexte du développement social favorise la hausse du niveau de vie à travers une action commune et solidaire, ainsi qu'un sentiment d'intégration et d'appartenance à une même communauté,, à travers la participation politique, économique et sociale.* »⁵

Cette introduction est suivie des objectifs généraux ci-dessous :

- ? Garantir la santé et le développement social en tant que droit et responsabilité de l'Etat.
- ? Développer des politiques de santé publique et de développement social visant à améliorer les conditions de vie et la qualité de l'environnement.
- ? Orienter les politiques de santé publique et de développement social afin de réaliser l'efficacité du système de soins de santé, d'accroître l'accès aux services et de réduire les inégalités.
- ? Orienter la gestion de la santé publique et du développement social vers la garantie de la satisfaction des usagers et l'amélioration de la qualité des soins de santé.
- ? Lancer un processus durable de développement social qui comprend l'intégration et la croissance sociale.

⁵ Plan stratégique pour la santé et le développement 2000-2006, Caracas, 2000, p. 1.

- ? Surmonter l'exclusion sociale, culturelle, économique et politique, en montrant des résultats qui soient, sur les plans qualitatif et quantitatif, supérieurs à la situation initiale.
 - ? Réformer et moderniser le secteur de la santé.
 - ? Promouvoir la participation citoyenne active dans la résolution des problèmes.
 - ? Renforcer et mettre en œuvre le processus de décentralisation à travers le transfert de l'administration des cliniques de consultations externes, des dispensaires, des centres médicaux ruraux et des hôpitaux publics nationaux (y compris ceux de l'Institut de sécurité sociale vénézuélien) et à travers l'exécution des programmes sociaux et politiques au profit des Etats et des municipalités.⁶
- Les principes qui doivent guider l'élaboration des politiques sont les suivants :

- ? *Participation sociale.* Ce principe suppose que l'exercice public ne se limite pas au gouvernement et qu'il vise la consolidation d'enceintes légitimes et formelles pour permettre aux citoyens de s'exprimer et de faire des échanges. Ceci implique la redistribution du pouvoir en tant que bien collectif pour contribuer à l'inclusion des sujets sociaux traditionnellement exclus et pour permettre la résolution des problèmes à travers la participation active des citoyens à la prise de décisions relatives au développement social et à la santé.
- ? *Équité.* Ce principe suppose l'égalité dans les soins de santé et le développement social et donne la priorité aux actions et aux services visant l'amélioration de la santé et des conditions de vie des personnes et groupes à risque. Il a pour but de renforcer la justice sociale afin de rendre le développement humain possible pour tous les citoyens.
- ? *Universalité.* Ce principe garantit les droits sociaux établis pour tous les Vénézuéliens, à travers l'application de politiques visant à rehausser la qualité de vie, car toutes les personnes ont droit à la protection de la santé.
- ? *Gratuité.* Ce principe garantit des soins de santé généraux et le développement social sans coût, et sans distinction d'aucune nature.⁷

Polarisation

En 2002, le processus de construction de la République bolivarienne a été sévèrement attaqué par des secteurs négativement affectés par la non-privatisation des industries de base (en particulier l'industrie pétrolière), l'utilisation rationnelle des terres et de l'espace marin, et l'accent placé sur le développement humain et la viabilité des ressources naturelles. Ces attaques sont allées du coup d'Etat du 11 avril 2002 à la mise en œuvre d'une série de mesures économiques, politiques et séditionnelles à la fin de 2002, pour tenter de renverser le président de la République. Les forces sociales ont de nouveau un rôle majeur à jouer. Comme elles l'ont fait en avril 2002, de manière organisée et dans les rues, les populations ont réussi à

⁶ *Ibid.* P. 2.

⁷ *Ibid.* P. 3.

rétablir le président au pouvoir, en constituant une alliance avec les Forces armées constitutionnelles. Dans une action soutenue et organisée, les populations cherchent à garantir cet espace de plaidoyer réel au sein d'une démocratie participative et à maintenir l'ordre constitutionnel et démocratique tout en défendant les progrès sociaux réalisés jusqu'ici.⁸

Frente Continental De Mujeres
<nocasta@reacciun.ve>

⁸ NOTE DE LA REDACTION : Chavez avait encouragé des mesures visant la prise de contrôle de la compagnie pétrolière publique, Petróleos de Venezuela (PDVSA) nominalement propriété de l'Etat, mais de fait assujettie aux opérateurs internationaux. Les directeurs de la compagnie encouragèrent une grève générale le 9 avril 2002. A la suite d'une grande manifestation, où les partisans du gouvernement s'étaient retrouvés face à l'opposition, un groupe de membres de l'opposition comprenant des hommes d'affaires et des militaires, avait destitué Chavez, l'avait emmené dans une île pour le priver de liberté en le gardant au secret. Un nouveau président prêta serment le 12 avril. Après avoir dissous le parlement, sans tenir compte de la Constitution, il projeta des élections générales qui devaient avoir lieu dans l'année. Le 14 avril, des troupes loyales au gouvernement légitime rétablirent Chavez au pouvoir. En octobre, un groupe de militaires de haut rang appela à la « désobéissance civile et militaire » et en décembre, la polarisation politique s'accrut. L'organisation des Etats américains a appelé les Vénézuéliens à arriver à une « solution constitutionnellement démocratique et à une solution électorale ».